



Partecipando : un guide des bonnes pratiques pour la participation citoyenne dans les villes en Europe

La Métro de Grenoble et son expérience dans un réseau thématique européen sur la participation. Laurent Richard, du service « politique de ville » au niveau de l'agglomération et Thierry Monel, directeur du PIC Urban à Grenoble, tentent un premier bilan alors que le réseau arrive à mi-parcours : Comment le travail transnational permet d'enrichir et de renforcer le dialogue local entre élus, techniciens et habitants ?

Partecipando est un réseau thématique du programme communautaire Urbact destiné aux villes (élus, administratifs et techniciens), à leurs partenaires économiques et sociaux, ainsi qu'aux représentants des habitants. Le projet piloté par Rome dans le cadre du programme Urbact, a pour objectif de **promouvoir la participation active des habitants aux choix collectifs des collectivités locales européennes** par la définition de méthodologies et de critères communs fondés sur l'expérience existante.

Lancé officiellement en janvier 2004, le projet a une durée de trois ans et vise dans un premier temps à diffuser et faire reconnaître les expériences locales en matière de démocratie participative afin de soutenir la formalisation et la consolidation des pratiques. Un manuel pour la participation traduira à l'échelon européen cette capitalisation. Dans un deuxième temps, ce travail alimentera une note de cadrage de la commission européenne accompagnant les futurs programmes de développement et définissant des critères exigeants en matière de participation. La reconnaissance de la démocratie participative comme nouvel élément-clé de la stratégie européenne est ainsi visée.

TISSER UN RÉSEAU AUTOUR DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE EN EUROPE

Partecipando est composé de 22 villes de 10 pays différents. Son comité de pilotage est composé de Bordeaux, de la Communauté d'agglomération de Grenoble (La Métro), de Cosenza, de la Région de Bruxelles-Capitale, mais aussi de Pamplona, Newcastle, Naples, Reggio Calabria et Rome. D'autres villes sont associées au travail du réseau¹.

Le travail du réseau en cours est organisé en trois étapes. Tout d'abord, des enquêtes locales sur les processus de participation sont conduites par des experts, sur la base d'indicateurs communs sur une dizaine de sites. Ces enquêtes, réalisées en 2004, ont permis de préparer la phase d'identification des bonnes pratiques et contribué à mobiliser les acteurs des territoires dans le réseau. À l'heure actuelle et

dans un deuxième temps, il s'agit d'**identifier des bonnes pratiques** de promotion, de mise en œuvre et d'animation de la participation citoyenne. Douze séminaires d'échanges sont mis en œuvre jusqu'en septembre 2005. Ils durent à chaque fois trois jours et ont mobilisé jusqu'à présent plus de quatre cents personnes différentes (environ 80 personnes participent à plusieurs séminaires) à travers des visites de sites, des rencontres d'acteurs, des conférences de spécialistes et des ateliers d'échanges et de coproduction. Quatre grands champs de questionnements structureront les travaux : **La participation, pour qui et pourquoi? Quels outils de communication et de mobilisation? La participation dans les différentes étapes du projet : avant, pendant et après. L'évaluation de la participation à travers ses résultats et son impact.** Chaque territoire mobilise sur l'ensemble des séminaires ses acteurs directs. Des experts européens sont chargés d'accompagner le réseau et de préparer la rédaction du manuel. Dans un troisième temps, il s'agira enfin d'élaborer et de diffuser un « Manuel pour la participation ». Plusieurs étapes vont rythmer cette rédaction : le séminaire de restitution auprès des élus des territoires concernés en septembre 2005, les ateliers de rédaction de la synthèse finale et la présentation du guide en mai 2006 à Rome. La méthodologie retenue dans ce réseau thématique vise à organiser une démarche d'échange la plus participative possible, impliquant non seulement les techniciens des services (surreprésentés au démarrage du réseau), mais également les élus et les habitants.

LE RÔLE DE LA MÉTRO DANS LE RÉSEAU : FAIRE LE LIEN ENTRE LE LOCAL ET LE NIVEAU EUROPÉEN

La Métro a mobilisé 30 000 € pour cofinancer les trois années de fonctionnement du réseau. En tant que membre du comité de pilotage, elle anime donc la réflexion au niveau local pour valoriser dans le réseau les pratiques identifiées, diffuser localement l'avancée des travaux du réseau. Son rôle est également de garantir la participation des acteurs locaux. Elle contribue enfin activement à l'organisation des séminaires : par la production de documents, l'organisation des interventions, son implication dans les ateliers. Pour remplir ces missions, l'agglomération grenobloise implique deux services : le « Pic Urban » et la Politique de la ville.

Cette coopération traduit la volonté d'articuler les travaux de Partecipando aux réflexions des acteurs de l'agglomération réunis dans le cadre d'un « observa-

toire des pratiques participatives ». La Métro a contribué, avec d'autres collectivités, à faire reconnaître dans le réseau l'importance d'articuler le travail transnational et la mobilisation des acteurs locaux en créant l'événement autour de séminaires largement ouverts au-delà des membres du réseau. Cette ouverture a été initiée lors du séminaire organisé en novembre 2004 avec la ville d'Échirolles. Il s'agissait de diffuser les pratiques locales, de disséminer localement les pratiques européennes et d'impliquer durablement les habitants. La Métro anime un groupe de suivi local avec les villes de Fontaine, Pont-de-Claix, Grenoble, Échirolles et Seyssinet. Outre les villes concernées, ce groupe réunit associations, habitants, services et élus. Il prépare chaque séminaire et en fait le bilan. Pour la Métro, ce groupe est une étape importante de dialogue direct avec des habitants au sujet de la participation.

De même, s'est imposée dans le réseau l'importance d'un dialogue soutenu avec les élus, la participation des habitants n'étant pas, loin s'en faut, qu'une question technique, mais relevant fortement d'un cadre politique. L'organisation de débats publics sur les résultats de l'enquête locale 2004, la préparation d'un séminaire consacré à la validation des travaux par les élus et des ateliers réguliers entre élus, habitants et professionnels (localement et internationalement) ont été autant d'occasions de réflexions communes. Ce fut notamment le cas lors des séminaires de formation et d'échanges organisés par la Métro à trois reprises, en 2004, avec la commune de La Tronche : « *Les matinées de la participation* ». Cette méthodologie de coproduction est largement expérimentée dans les quartiers. Il semble acquis qu'une participation authentique passe par cette tentative d'élaborer ensemble à la fois les questions et les réponses.

LA COOPÉRATION D'ÉLUS, D'HABITANTS ET DE PROFESSIONNELS : PREMIERS ÉLÉMENTS DE BILAN

L'expérience arrive à mi-chemin. Il est donc prématuré d'en extraire tous les enseignements. Néanmoins, certains points méritent d'être d'ores et déjà soulignés. Cette mise en réseau doit favoriser un rééquilibrage entre la vision technique, les choix politiques et la parole habitante. Comme dans toute démarche participative de terrain, il s'agit de prévenir la prédominance des choix techniques ou une répartition inéquitable de la parole (ou du pouvoir) entre les participants. Les règles du jeu doivent être collectivement produites avec chacun des acteurs et l'ani-

mation du débat entre les points de vue doit être garantie. Ceci pour des raisons éthiques bien sûr, mais également pour permettre l'émergence d'une intelligence collective (le principe du 1+1=3). La confrontation organisée des points de vue est une base de départ de ce travail.

Les acteurs partagent les mêmes interrogations, tant sur les finalités de la participation que sur son impact. Le réseau favorise des réponses communes, cultive les ressemblances et le partage. En effet, les apports du travail en séminaire n'apparaissent pas significativement différenciés selon le statut des participants (élus, professionnels et habitants). Confronter les places et points de vue de chacun n'a donc pas provoqué de « chocs culturels », mais plutôt donné le goût d'un apprentissage collectif. Cela est vrai également entre territoires européens qui, malgré des programmes différents, sont confrontés à des questions communes en matière de rénovation urbaine et de développement social.

La diversité des cultures d'intervention permet la mise en commun d'une pluralité de définitions et de termes qui développe l'éventail des possibles. Mettre en mot les pratiques et se les expliquer mutuellement permet d'explicitier des savoir-faire, des pistes de travail. La diffusion de ces pratiques nourrit tout le monde, consolide ou éclaire certains aspects techniques. C'est la réalité d'intervention de chacun qui se retrouve élargie, qui s'ouvre sur de nouvelles pistes ou confirme des choix.

Chacun des acteurs réunis est confronté sur son territoire à deux phénomènes récurrents et démobilitateurs : la précarité grandissante des habitants et la difficulté à mobiliser largement et durablement. La mise en réseau favorise le partage des doutes et des réussites, le rapprochement des acteurs et le plaisir de la rencontre ; il permet la découverte pour beaucoup d'acteurs d'un terrain commun, d'une solidarité européenne possible, de référentiels d'action partagés. Tout ceci contribue à conforter la force des acteurs et leur confiance dans leur pratique. Le réseau permet de faire le plein d'énergie autant que d'acquérir des connaissances nouvelles. ■

Laurent RICHARD et Thierry MONEL

1. Des partenaires « actifs » s'associent au réseau : Foggia, Stavroupoli-Thessaloniki, Paris, Venise, Brindisi, auxquels se joignent ponctuellement des partenaires « observateurs » : Inverclyde, Catania, Belfast, Evosmos, Düzce, Cannes, Polichni, HaCER.